**Carole Delga : « La France doit être leader pour construire l’avion vert »**

Dans le monde dit « d’après », l’avion, ce mot inventé de toute pièce par le Toulousain Clément Ader, aura toute sa place. Il continuera à être ce trait d’union entre les peuples et les continents, symbole de la découverte d’autres horizons et, surtout, d’autres cultures. Il faut le souhaiter, d’abord et avant tout, pour nos jeunes générations, car s’il faut s’interroger avec raison sur les effets économiques, sociaux et environnementaux d’une mondialisation débridée, restreindre dans les prochaines décennies la citoyenneté mondiale ouvre la porte à un avenir bien plus dangereux encore et, sans doute, à plus de conflits.

Oui, nous aurons toujours besoin d’avions. Des avions plus « verts », plus légers avec une part toujours plus importante de biocarburants durables électriques certainement demain, hybrides peut-être après-demain, et même à propulsion hydrogène. Des avions moins consommateurs d’énergie, moins émetteurs de CO2, le transport aérien représentant aujourd’hui 2% des émissions mondiales. Ce n’est pas un rêve. Des pionniers à aujourd’hui, cette industrie, et j’y ajoute sa variante spatiale et de défense, a toujours démontré sa capacité à innover, à surprendre, à repousser les défis, à pousser toujours plus loin le génie humain.

Au fond, la question n’est pas de savoir si l’industrie aéronautique va réussir à dépasser cette nouvelle frontière : elle va le faire. Par contre, la question posée aujourd’hui avec l’impact de la crise née de l’épidémie du COVID-19, est bien de savoir si la France sera toujours en capacité d’être dans le peloton de tête mondial, dans un environnement concurrentiel aiguisé par des enjeux géopolitiques majeurs. Ce débat est éminemment stratégique car il renvoie, non seulement au poids actuel de cette industrie en termes d’emplois et de balance commerciale, mais aussi à notre capacité de conserver notre souveraineté nationale, et européenne, dans un secteur clé pour demain. Si le débat sur la relocalisation d’industries stratégiques – notamment sanitaires, énergétiques et alimentaires – est, fort heureusement, désormais dans toutes les têtes, nous ne devons pas occulter le danger qui pèse sur certaines de nos industries clés, et celle-ci en particulier.

Bien sûr, des mesures d’urgence sont nécessaires pour consolider nos entreprises emblématiques, telles les PME et ETI de la chaîne de sous-traitants, Airbus… tout comme un plan de relance français et européen sera vital. Mais cette crise doit nous permettre, collectivement c’est à dire Etat – Régions – filière, de travailler à redonner une vision à long terme à cette industrie essentielle pour le pays et ses territoires. Car l’aéronautique en France n’est pas simplement l’histoire d’une industrie ayant réussie en à peine quelques décennies à se hisser parmi les plus performantes de la planète : c’est aussi et surtout une géographie, les quelques 360.000 salariés et les milliers d’entreprises, des constructeurs aux équipementiers, se trouvant en effet dans la moitié des régions de notre pays, et d’abord dans la mienne, l’Occitanie.

Je sais et je partage l’inquiétude de toute une filière, des chefs d’entreprise aux salariés, des ingénieurs aux apprentis : ce que nous avons réussi en moins de cinquante ans ne peut être défait en quelques mois. Nous parlons ici non seulement de la grandeur de la France et d’une vision gaullienne de sa souveraineté, mais aussi de notre ambition collective à imaginer un modèle de développement plus juste, plus écologique pour demain.

Sur ce sujet, comme sur les autres, il faut un volontarisme politique plus fort, et notamment décider rapidement de nouveaux moyens pour la recherche et le développement que notre pays avait peu à peu restreints, redonner un nouveau souffle à ce partenariat inédit public-privé qui a permis de développer cette industrie de pointe et d’irriguer en emplois et donc en développement, tant de territoires. L’équipe de France de l’aéronautique est prête, j’en suis certaine, à relever ce défi : il faut lui donner aujourd’hui les moyens de cette ambition cruciale pour l’avenir de notre pays et la stabilité en Europe.

Carole Delga

Présidente de la Région Occitanie

Représentante des régions françaises au GIFAS.